

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS DIRECTION DU BUDGET



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT AND
VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET

22 JUN 20

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°0001/SONO/MINEFOP/CIPM/2026 DU
POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT
LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER

OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de l'amélioration du cadre de travail du personnel de son département ministériel, le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle lance un Appel d'Offres National Ouvert en vue de la réalisation des travaux d'aménagement des locaux abritant les services centraux de son département ministériel.

CONSISTANCE DES PRESTATIONS :

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres consistent en la réalisation des tâches ci-après :

SITE DE LA RUE CEPER

- Réhabilitation de la clôture
- Aménagement général du bâtiment principal
- Fourniture et pose des climatiseurs

SITE NLONGKAK

- Aménagements Généraux de l'Immeuble Siège
- Fourniture et pose des climatiseurs

ALLOTISSEMENT

Le présent Appel d'Offres n'est pas alloti.

COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût prévisionnel des travaux prévu par le Maître d'Ouvrage, à l'issue des études préalables, est Vingt millions (20 000 000) F CFA.

DELAÏ PREVISIONNEL ET LIEU DE LIVRAISON

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des équipements objet du présent Appel d'Offres est de **trois (03) mois calendaires**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations. Le lieu de livraison est : le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes les entreprises de droit camerounais justifiant d'une bonne expérience dans le domaine des bâtiments et des équipements collectifs.

FINANCEMENT

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, exercice 2026, suivant l'imputation : 59 35 122 01 340010 523111.

MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission acquitté à la main, d'un montant de deux cents mille (200 000) francs CFA, établi par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun, ce suivant les modalités de la Lettre-circulaire N°000014/LC/MINMAP DU 23 JUILLET 2025 relative aux modalités de constitutions, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics. Ce cautionnement devra être accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) et être valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des cotations.

L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics ou du récépissé de dépôt délivré par la CDEC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sise à Nlongkak-Yaoundé, Tél. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax : 222 20 28 06.

Le dossier peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS (Cameroon On Line E-procurement System) aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publicscontracts.cm> dès publication du présent avis.

ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres sera acquis sur présentation par le soumissionnaire d'une quittance d'un montant non remboursable de Trente mille (30 000) francs CFA délivrée par le Trésor public.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'acquisition du DAO.

REMISE DES OFFRES

Soumission en ligne

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra faire l'objet d'une soumission en ligne au plus tard le 04 AOÛT 2026 heures précises, heure locale, (www.marchespublics.cm). Dans les mêmes délais, une copie de sauvegarde dudit dossier sur support électronique (USB, CD,) sera déposée sous pli fermé à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Bureau des Appels d'Offres sise à Nlongkak-Yaoundé.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 0006 /AONO/MINEFOP/CIPM/2026 DU 22 JUIN 2026
LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE NLONGKAK ET DE
LA RUE CEPER.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

TAILLE ET FORMAT DES FICHIERS

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

RECEVABILITE DES OFFRES

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. L'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministre des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des offres administratives, des offres techniques et des offres financières se fera en un temps et aura lieu le 04 AOÛT 2026 à 12 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sise à Nlongkak en présence des soumissionnaires ou de leur représentant dûment mandaté et ayant une parfaite connaissance du dossier.

CRITERES D'EVALUATION

CRITERES ELIMINATOIRES

N°	Désignations
1	Non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du moratoire réglementaire de 48 heures
2	Absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis
3	Non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission)
4	Fausse déclaration ou pièce falsifiée
5	Note technique inférieure à 70% de l'ensemble des critères essentiels
6	Absence d'un prix unitaire dans l'offre financière
7	Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de marché au cours des trois (03) derniers années
8	Non-respect du format des fichiers des offres
9	Absence ou non-conformité de l'attestation et de son inscription à l'ordre national des Ingénieurs de Génie Civil de catégorie Classe D délivrée par le MINMAP en cours de validité
10	Absence ou non-conformité de la charte d'intégrité
11	Absence ou non-conformité de la déclaration d'engagement social et environnemental
12	Absence ou non-conformité de l'offre financière
13	Absence ou non-conformité financière d'un montant de 30 % du cout previsionnel

CRITERES ESSENTIELS

Les offres des soumissionnaires seront évaluées suivant les critères ci-après :

N°	DESIGNATIONS
A	L'accès à une ligne de financement ou autre ressource financière
B	Programme d'exécution
C	La La garantie des travaux
D	La présentation de l'offre
E	La preuve d'acceptation des conditions du marché

ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante, et dont l'offre financière a été évaluée la moins-disante.

DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, tél. 222 20 03 39 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm

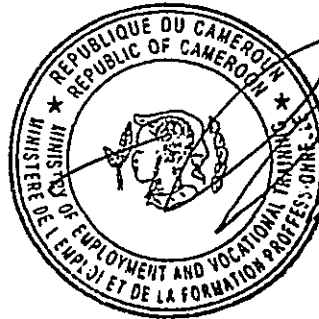
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517 ou le Ministère en charge des Marchés Publics ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 205 725/699 370 748.

Yaoundé, le _____

Ampliations :

MINMAP (pour information) ;
ARMP (pour publication et archivage) ;
Président CIPM (pour information) ;
Affichage/Chronos



Le Ministre de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle A.I

Mounouma Foutso

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

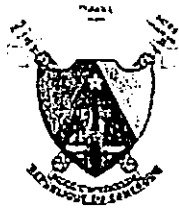
Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

S SOUS DIRECTION DU BUDGET



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT AND
VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET

**REQUEST FOR NATIONAL QUOTATION /N~~o~~. 0006 /AONO/MINEFOP/CIPM/2026
OF ~~27~~ JUN 2026 TO CARRY OUT UPGRADING WORKS ON THE PREMISES HOUSING
THE CENTRAL SERVICES OF THE MINISTRY OF EMPLOYMENT AND VOCATIONAL
TRAINING AT NLONGKAK AND RUE CEPER**

1.1 PURPOSE OF THE QUOTATION

To improve the working conditions of personnel of his ministerial department, the Minister of Employment and Vocational Training is issuing a Request for Quotation to upgrade the premises accommodating the central services of his ministry.

1.2 SCOPE OF SERVICE

The works covering this request for quotation are:

RUE CEPER

- Rehabilitating the fence
- General upgrading of the main building
- Supply and installation of air conditioners

NLONGKAK

- General upgrading of the Main Building
- Supply and installation of air conditioners

1.3 ALLOTMENT

This Request for Quotation is not allocated.

1.4 ESTIMATED COST

The estimated cost of the work planned by the contracting authority after preliminary studies is twenty million (20,000,000) CFA francs.

1.5 DEADLINE AND PLACE OF DELIVERY

The maximum time set by the Project Owner for the supply of equipment in this Request for Quotation is three (03) calendar months. This period runs from the date of notification to start the services. The place of delivery is: the Ministry of Employment and Vocational Training.

1.6 PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Request for Quotation is open to all Cameroonian companies with good experience in the field of buildings and collective equipment.

1.7 FUNDING

The services covered by this Request for Quotation are funded by the Operating Budget of the Ministry of Employment and Vocational Training, for the 2026 FINANCIAL YEAR, allocation No. 59 35 122 01 340010 523111.

1.8 BIDDING METHOD

Bidding for this Request for Quotation is done online.

1.9 BID BOND

Each bidder must include a bid bond amounting to two hundred thousand (200,000) CFA francs in their administrative documents. This bond must be issued by a first-rate bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance of Cameroon, in accordance with the provisions of Circular Letter No. 000014/LC/MINMAP of July 23, 2025, relating to the modalities of constitution, deposit, conservation, restitution and withdrawal of bond on public contracts. This bond must be attached with a deposit receipt issued by the Deposit and Consignments Fund (CDEC) and be valid for thirty (30) days beyond the initial bid validity date

Absence or non-compliance of the bid bond issued by an authorized first-rate bank or first-category financial institution, or the lack of a deposit receipt issued by the CDEC, shall result in the outright rejection of the bid.

A bid bond submitted that is unrelated to the specific consultation shall be deemed absent. Any bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

Any bid found to be incomplete in accordance with the requirements of the Request for Quotation File shall be declared inadmissible.

1.10 CONSULTATION OF THE QUOTATION REQUEST FILE

The hard copy of the Request for Quotation may be consulted during working hours at the Department of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tender Office at Nlongkak-Younde, phone.: 222 20 03 39/222 20 45 81; Fax 222 20 28 06 upon publication of this notice.

The file may also be consulted online via the COLEPS (Cameroon Online E-Procurement System) platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publicscontracts.cm>, as from the publication of this notice.

1.11 ACQUISITION OF THE QUOTATIONS FILE.

The Tender File will be acquired upon presentation by the tenderer of a receipt of a non-refundable amount of Thirty Thousand (30,000) CFA francs issued by the Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RQ) file by downloading it free of charge from the COLEPS platforms available at the addresses indicated above for the electronic version. However, the online submission is conditional on the payment of the Quotation acquisition fees.

1.12 SUBMISSION OF QUOTATIONS

Online Submission

Each bid, drafted in either English or French, must be submitted online no later than ~~04...AUG...2028~~ 04...AUG...2028:00 a.m. local time, via the portal (www.marchespublics.cm). Within the same period, a backup copy of the said file on electronic media (USB flash drive, CD) shall be submitted in a sealed envelope to the Directorate of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tender Board Office, located at Nlongkak-Yaoundé.

REQUEST FOR NATIONAL QUOTATION NO. 1/0006 /AONO/MINEFOP/CIPM/2026 DU 22 JUN 2026
TO CARRY OUT UPGRADING WORKS ON THE PREMISES HOUSING THE CENTRAL SERVICES OF
THE MINISTRY OF EMPLOYMENT AND VOCATIONAL TRAINING AT NLONGKAK AND RUE CEPER

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION".

FILE SIZE AND FORMAT

For online submissions, the maximum sizes for documents that will be transferred via the platform and comprising the bidder's tender are as follows:

- *5 Mb for the Administrative Bid;*
- *15 Mb for the Technical Bid;*
- *5 Mb for the Financial Bid.*

Accepted formats are:

- *PDF format for text documents;*
- *JPEG for images.*

The candidate should use compression software to reduce the size of the files to be submitted, if necessary.

1.13 OPENING THE TENDERS

Under penalty of rejection, the documents in the administrative file must be submitted in originals or certified true copies issued by the competent issuing service or administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be dated less than three (03) months prior to submission or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender Notice.

The administrative documents, the technical offer, and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed package.

The Contracting Authority shall declare inadmissible:

- Envelops indicating the identity of the tenderers;
- Envelops received after the deadline for submission;
- Envelops not indicating the identity of the Call for Tenders;
- Envelops which do not comply with the method of submission;
- non-compliance with the number of copies indicated in the RPAO or offers only in copies.

Any incomplete tender in accordance with the requirements of the Tender Document will be declared inadmissible. The absence of the bid bond issued by a leading financial institution approved by the Minister of Finance or the non-compliance with the models of the tender documents will result in the rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but not related to the consultation concerned is considered to be absent. The bid bond submitted by a tenderer during the opening session of the bids is inadmissible.

1.14 OPENING OF BIDS

The opening of administrative, technical and financial bids will take place in a short time and will take place on 04 AUG 2026 at 12:00 noon sharp by the Internal Procurement Committee under the Ministry of Employment and Vocational Training located at Nlongkak in the presence of the bidders or their duly mandated representative and having a perfect knowledge of the file.

1.15 EVALUATION CRITERIA

ELIMINATORY CRITERIA

No.	Designations
1	Non-compliance of an administrative document after exhaustion of the 48-hour regulatory moratorium
2	Absence or non-conformity of the bid bond at the opening of the pleats
3	Failure to submit, within 48 hours after the opening of the bids, any administrative document deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except for the bid bond)
4	False statement or forged document
5	Technical score below 70% of all essential criteria
6	Absence of a unit price in the financial offer
7	Absence of the sworn statement of non-abandonment of contracts over the past three (03) years
8	Bid file format not respected
9	Absence or non-compliance of the construction engineer and his registration with the National Order of Civil Engineers
10	Absence or non-compliance of the Integrity Charter
11	Absence or non-compliance of the Social and Environmental Commitment Declaration
12	Absence or non-compliance of the financial offer
13	Absence of a financial offer amounting to 30% of the estimated cost

ESSENTIAL CRITERIA

Tenderers' bids will be evaluated according to the following criteria:

No.	DESIGNATIONS
A	Access to a funding line or other financial resource
B	Execution Program
C	Guarantee of the works
D	The presentation of the offer
E	Proof of acceptance of market conditions

1.16 AWARD

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose bid is substantially in accordance with the Tender Documents, possesses the technical and financial capacity required to perform the contract satisfactorily, and whose financial offer has been evaluated as the lowest

1.17 DURATION OF VALIDITY OF OFFERS

Tenderers shall remain bound by their tenders for a period of ninety (90) days from the deadline for the submission of tenders.

1.18 ADDITIONAL INFORMATION

Further information can be obtained during working hours from the Department of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Phone.: 222 200 339 / 222 204 581 or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.com> and <http://www.publicscontracts.com>.

1.19 TECHNICAL ASSISTANCE

For technical assistance in the event of any issue related to the use of the platform, please call the following numbers: (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or send an email to: dsi@minmap.cm

1.20 FIGHT AGAINST CORRUPTION AND BAD PRACTICES

For any practices, incidents or acts, attempts of corruption or malpractice, please call CONAC on 1517, or the Public Contract Authority (MINMAP) by SMS or phone by dialing the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 MO Anti-Corruption Unit.

Yaounde, on _____

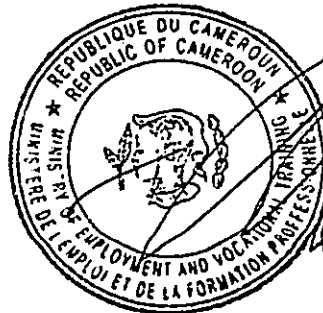
Copies:

MINMAP (for information);

ARMP (for publication and filing);

President of CIPM (for information);

Display/Chronos



Le Ministre de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle A.I

Mourouma Foutou